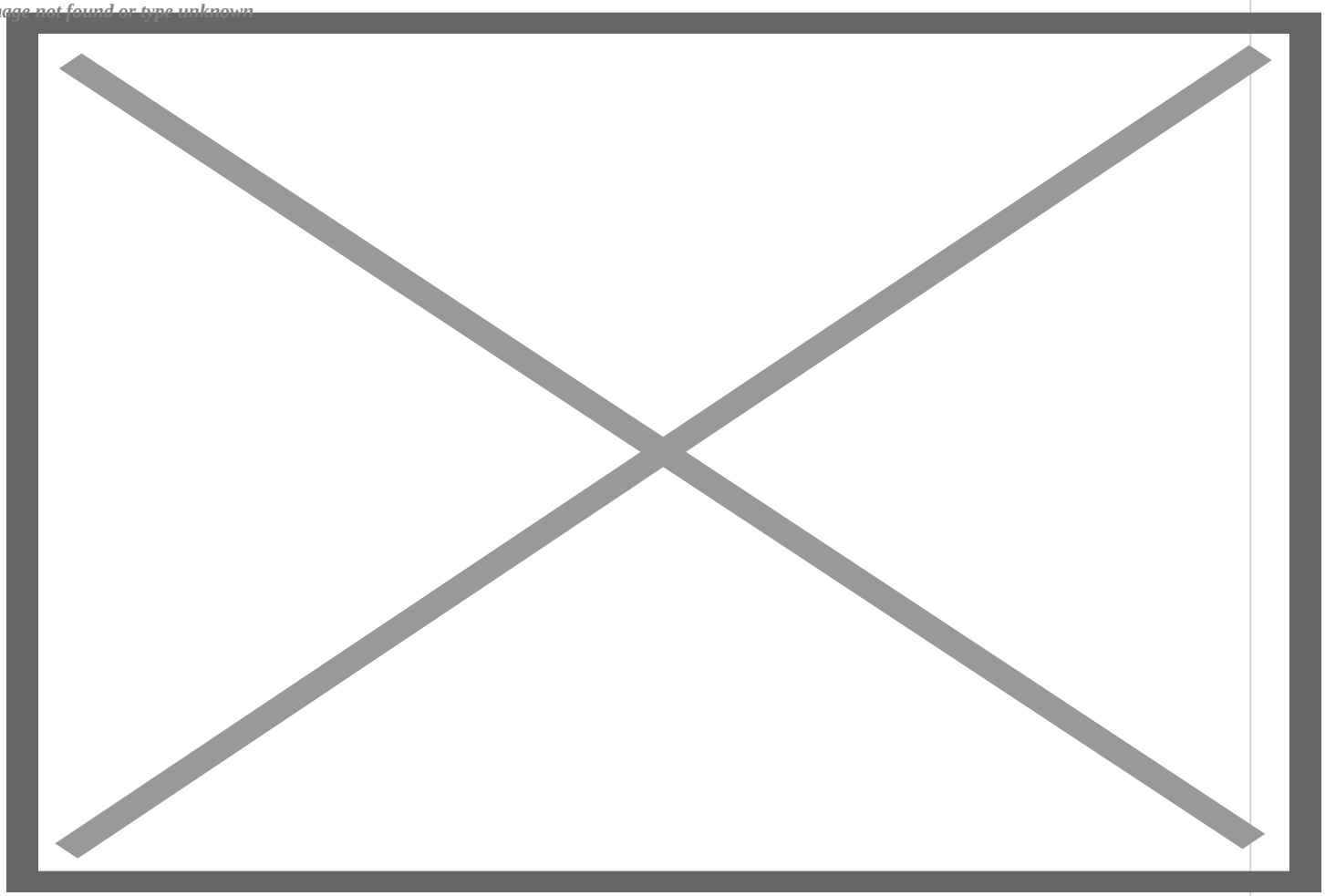
Des pays latino-américains préconisent le remplacement de l'OEA

Image not found or type unknown



Luis Almagro, secrétaire général de l'OEA, l'Organisation des États Américains, qualifié de ministère des colonies des États-Unis.

La Havane, 3 sept. (RHC)- Plusieurs pays de l'Amérique Latine demandent aujourd'hui le remplacement urgent de l'OEA, l'Organisation des États Américains par un organisme représentant les intérêts des peuples de la région.

Un article publié ce vendredi sur le site de Mision Verdad se fait l’écho des voix qui s’élèvent pour le démantèlement de l’OEA en raison de son ingérence dans les affaires intérieures des divers pays au service de Washington.

L’OEA a servi «à promouvoir des interventions militaires au Venezuela, à soutenir des tentatives d'isolement de Cuba et à organiser des coups d'État, comme celui de la Bolivie, entre autres actions», indique le texte.

Par conséquent, le remplacement de l'OEA par un mécanisme tel que la Communauté des États Latino-américains et Caribéens permettrait une approche différente de l'intégration régionale, assure l’article.

L'initiative, présentée par la Bolivie et soutenue par d'autres nations comme le Mexique et le Nicaragua, prend de l'ampleur en raison des opérations de l'OEA nuisant à la stabilité et à l'intégration des pays de la région.

La semaine dernière, le ministre bolivien des Affaires étrangères, Rogelio Mayta, a dénoncé la conspiration du secrétaire général de l'organisation, Luis Almagro, et l'opposition politique interne contre le gouvernement du président Luis Arce.

Le chef de la diplomatie bolivienne a fait ces déclarations après avoir appris que le rapport préliminaire présenté par Almagro sur les élections de 2019 ne mentionne pas le mot fraude.

Rogelio Mayta a déclaré à une autre occasion que «Luis Almagro doit se rendre compte que la meilleure chose qu'il puisse faire est de quitter l'OEA car, s'il ne part pas maintenant de son plein gré, il fait si mal les choses qu'il pourrait être chassé de son poste».

Accusée de crimes contre l’humanité par l’ancien président bolivien, Evo Morales, l’OEA n’a jamais parlé des 36 meurtres, des plus de 800 blessés, des 1 500 détenus illégalement et de la centaine de personnes persécutées par le gouvernement de facto de Jeanine Áñez.

Lors d'une réunion virtuelle extraordinaire du Conseil permanent de l'organisation, l'ambassadeur du Nicaragua, Luis Alvarado, a estimé que le rapport sur les élections de 2019 en Bolivie était «illégal et fallacieux».

De son côté, Marcelo Ebrard, secrétaire d’État mexicain aux Relations extérieures, a récemment déclaré que l'OEA ne peut continuer à être un instrument d'intervention.

Dans un discours en hommage au libérateur Simón Bolívar, le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a également appelé à remplacer l'OEA par un autre organisme qui ne soit pas «le laquais de personne».

Source: Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/269011-des-pays-latino-americains-preconisent-le-remplacement-de-loea

Radio Habana Cuba